

L'humanitaire, vous dis-je, ou La valise, le cercueil et l'ambulance!

Rony Brauman

1992

Télérama, septembre 1992.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

L'humanitaire, vous dis-je, ou La valise, le cercueil et l'ambulance!

Rony Brauman

Né en 1989 dans les décombres du mur de Berlin, le Nouvel Ordre Mondial aura vécu ce que vivent les roses, l'espace d'un printemps. Après une rapide et impressionnante floraison dans les montagnes du Kurdistan, il a succombé aux coups de boutoir de l'artillerie serbe à Vukovar, Ossijek et Sarajevo, devant une communauté internationale médusée, mais pas autrement troublée par le contraste entre ses vertueuses déclarations d'hier et son cynisme d'aujourd'hui. Pour le Koweït envahi et ses puits de pétroles, le glaive de la justice s'abat sur l'agresseur. La Bosnie dépecée et ses pittoresques mosquées, ont droit, eux, à la "tempête des biscuits et des perfusions". Pour l'un, la justice et son bras armé, pour l'autre la pitié et l'assistance humanitaire.

Bien, dira-t-on, les systèmes changent, le monde bouge, mais la guerre et le mensonge demeurent. Rien de bien nouveau dans tout cela, sauf pour les naïfs qui imaginaient qu'avec la fin de la guerre froide, c'est la guerre tout court qui allait être reléguée au musée d'une Histoire accomplie. Et puis, ajoutera-t-on, l'aide humanitaire est fille de la violence, elle fleurit sur ses décombres, alors ravalons nos indignations de circonstance et poursuivons notre bonhomme de chemin. Et c'est d'ailleurs ce que fait Médecins Sans Frontières, qui poursuit son action sur le terrain.

Pourtant si, il y a du nouveau sous le soleil de la vieille Europe, et qui concerne autant les "militants" de l'humanitaire que les citoyens que nous sommes, ou que nous devrions tous être. Il s'agit du rôle que joue l'humanitaire d'Etat dans le traitement des conflits. Lorsque le Président François Mitterrand est entré dans Sarajevo bombardée, nous avons été nombreux à saluer le panache et le courage, tant physique que politique, dont faisait preuve le chef de l'Etat. Enfin, entendait-on en particulier dans les rangs des organisations humanitaires, après des mois d'atermoiement et de juridisme frileux, on allait en terminer avec la stratégie de l'édredon. L'Etat de Bosnie-Herzégovine, déjà reconnu par les douze, entrait *de facto* dans la vie politique internationale grâce à cette visite qu'un président élu rendait à un autre président élu. Une nation agressée allait enfin recevoir le soutien d'une autre nation, que sa tradition -sinon son histoire- place plus volontiers aux côtés des assiégés que des assaillants. Las, ceux qui espéraient que ce voyage avait pour but de desserrer l'étau meurtrier dans lequel se trouvait écrasée la population de Sarajevo durent rapidement déchanter. Ce qui était à l'ordre du jour, c'était la relance de la machinerie humanitaire, la réouverture de l'aéroport de la capitale pour l'acheminement de vivres et de médicaments. Leur utilité ne faisait naturellement aucun doute, dans le contexte de ce siège meurtrier, mais le crime organisé, planifié par le gouvernement de Belgrade et exécuté par l'armée dite yougoslave, l'entreprise de terreur et de destruction systématique menée par les milices serbes, semblaient être des questions déplacées, étrangères au propos de cette visite. On a vu entrer à Sarajevo un chef d'Etat, on en a vu ressortir un président de Croix-Rouge. Pendant les travaux de construction des corridors, le carnage pouvait continuer.

Et l'on a alors assisté à l'ouverture du troisième acte de ce conflit ou, plus exactement, de sa représentation sur la scène française. Récapitulons.

Premier acte: la presse et l'opinion ne voient qu'affrontements fratricides, tueries indifférenciées, barbaries d'un autre âge. On se refuse à nommer un agresseur, on réaffirme l'existence d'alliances historiques, on brandit, pour décourager toute velléité interventionniste, le spectre de la première guerre mondiale. C'est la phase infra-politique.

Deuxième acte: l'opinion bascule, prend conscience de l'existence d'un agresseur et d'un agressé. L'élément déclenchant est le bombardement du marché de Sarajevo et les images insoutenables de ces civils, femmes et enfants, délibérément massacrés. On "apprend" alors qu'une entreprise de purification ethnique est à l'œuvre. C'est le retour du politique. Relevons cependant que parmi nos dirigeants, seul Bernard Kouchner a le courage de se prononcer clairement sur le fond.

Troisième acte, enfin: l'humanitaire devient l'enjeu central, l'objet de toutes les attentions. La violence rebascule dans l'indifférenciation, et la situation se résume à un face-à-face entre les convois humanitaires et les miliciens de tout poil qu'unit un même acharnement à s'auto-détruire. Sous les bombardements et les balles des snipers, les habitants de Sarajevo mourront ou partiront jusqu'au dernier, mais il ne sera pas dit qu'il a manqué un flacon de perfusion.

A peine avait-elle pointé son nez, donc, que la politique repasse à la trappe au profit d'une entreprise qui, en cette année olympique, se pare, à juste titre d'ailleurs, des vertus de la performance et du courage -l'acheminement de secours. Et, comme pour mieux asseoir cette position, on découvre que les Bosniaques sont loin d'être de doux angelots, qu'ils pratiquent la prise d'otages, ne reculent pas devant la torture et qu'en tout état de cause, même s'ils n'ont pas ouvert de camp de concentration, ils pourraient bien le faire demain... On s'aperçoit enfin que les assiégés sombrent dans une stratégie du pire, cherchant à déclencher une intervention étrangère en tirant sur des convois qui viennent les ravitailler. Comment, dans ces conditions, ne pas se précipiter sur la case départ, celle de la furie ethnique, des massacres tribaux à rejeter dos à dos? C'est bien ce mouvement que l'on voit se dessiner, au moment du dépeçage de la république morte-née de Bosnie. L'idéal du Bien ne pouvant être découpé, le partage ne peut se faire qu'entre victimes -de tous bords- et bourreaux -de tous partis. Et si l'équilibre n'est pas atteint de façon suffisamment éloquente, on n'hésite pas à convoquer l'Histoire comme témoin à charge.

A ce compte, il aurait fallu rappeler aux Kurdes pris sous le feu de Saddam Hussein leur rôle dans le génocide des Arméniens avant de voter, à la suite de la guerre du Golfe, la résolution 688 et déclencher la gigantesque et salvatrice machinerie de "Provide Comfort". De même qu'avant de partir subitement patrouiller le ciel irakien, il aurait été nécessaire de demander aux Chiites, écrasés depuis un an et demi sous la répression de Bagdad, leurs intentions en matière de Droits de l'Homme.

Trop longtemps aveuglés par le slogan des "justes luttes", nous perdons jusqu'au sentiment de la justice, que remplace peu à peu celui plus ambigu de la compassion. Les idéologies messianiques ont disparu, et nous ne pleurerons pas sur leur sort. Mais avec elles, c'est la politique elle-même qui s'éteint au profit d'une vision tantôt métaphysique -le rejet des forces du Mal-, tantôt technocratique -le règne des "experts"- ruinant par avance toute possibilité de débat public et d'initiative collective. De ces deux registres, c'est le premier qui a servi de support à la guerre du Golfe, tandis que l'usage immodéré du second explique le rejet -qu'on espère temporaire- de l'Europe de Maastricht. Reste que l'émergence au cœur de l'Europe d'un Etat fondé sur l'hégémonie raciale, et le renoncement revendiqué à lui opposer un quelconque butoir nous placent brutalement devant une consternante image de nous-mêmes: celle de la lâcheté maquillée en un charitable activisme et drapée dans le manteau du réalisme politique. Triste constat pour qui se faisait une autre idée de la politique et de l'humanitaire.